

Book reviews – Comptes rendus – Buchbesprechungen

Michael GEHLER, *Europa: Ideen, Institutionen, Vereinigung, Zusammenhalt*, 3. komplett überarbeitete und erheblich erweiterte Auflage, Lau Verlag, Reinbek, 2017, 1 320 S. – ISBN 978-3-95768-188-1 – 48,00 €

‘Europa: Ideen, Institutionen, Vereinigung, Zusammenhalt’ (Europe – ideas, institutions, unification, solidarity) by the historian Michael Gehler (Hildesheim) is the third edition of a book that first appeared in 2005. The third edition has been substantially enlarged and a new chapter on the latest developments in the European Union has been added. ‘Europa: Ideen, Institutionen, Vereinigung, Zusammenhalt’ is a comprehensive book on Europe from ancient times to the present days with a clear focus on the European Union and its predecessors. Michael Gehler designed a book that is a handbook and a monograph at the same time. Its strength is its richness in information and illustration. On 1,300 pages it offers the reader a brilliant overview on the main lines of European integration history, primarily in the frame of the European Union. A good index, glossary and chronology are as helpful as the good structured bibliography. Gehler defines the main hypothesis that the development and propagation of ideas and the following institution building is important for both the European economic integration and the political integration of Europe. The author, even though being keen to be neutral, has an implicit but often very clear mission: to support and legitimize the process of European integration.

The book is structured in seven chapters. The first two chapters ‘Origins and characteristics’ (chapter 1) and ‘Historical ideas on Europe in tensions of claims, vision and reality’ (chapter 2) take the reader on a journey to the long pre-history of Europe since ancient times. Chapter 3 ‘From the Europe of the institutions to the unification of the continent’ describes on 300 pages the history of EU-integration. Starting with the Yalta Conference in 1945 Gehler presents to the reader all relevant landmarks of European integration up to the Lisbon Treaty in 2009. This narrative is picked up in chapter 4 and 7 ‘The European Union in the 21st century – Future perspectives regarding the process of identity building’ and ‘Ideas, Institutions, Europeanisation: Guaranties for a save future and EU coherence’, which reflect both upon the future development of the European Union. An evaluation of the historical development path ‘Triumph of Triassic – ideas, institutions, unification’ (chapter 5) and the present state of the Union ‘EU in a multidimensional crisis of complexity in the present’ (chapter 6) complete the book.

Of course, it is not possible to discuss such a volume in detail but it has to be underlined that the reader is provided with a profound description and analysis of the history of European integration. ‘Europa: Ideen, Institutionen, Vereinigung, Zusammenhalt’ offers a good combination of overview elements and detailed information written by one of the internationally leading experts in the field. The book is well

structured and easily accessible for the reader. The individual chapters stand on their own and enable the reader to concentrate fully on particular aspects.

Even though, the book is in many respects impressive it is not free from criticism. In particular, it disregards newer approaches, outside the classical narrative of European political integration, which have a much more comprehensive understanding of Europe and European integration, for example from the ‘Making Europe’ series by Palgrave. Ideas about Europe, which were discussed in the first two chapters also materialized outside the European Union, for example in European organisations for transport, communication etc. Why are these not mentioned? Instead of focussing too much on ‘high politics’ the book should have much more taken into account low politics. Also the European court’s decisions should have been paid much more attention to because the Court was an import motor for political, economic and societal integration in Europe. Over that, one has to complain about the quality of the paper, which is very poor and makes the book become easily unglued.

All in all, besides some criticism, the book ‘Europa: Ideen, Institutionen, Vereinigung, Zusammenhalt’ offers the reader a widespread overview on the history of European integration within the frame of the European Union. It is a ‘must be’ for students and researchers on the topic.

Christian Henrich-Franke
Universität Siegen

Bernard BRUNETEAU, *Combattre l’Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, CNRS Éditions, Paris, 303 p. – ISBN 978-2-271-11830-1 – 25 €

L’opposition à l’Europe n’a pas attendu la campagne autour du Traité de Maastricht pour s’exprimer. Ce fait n’a rien d’étonnant dans la mesure où il y a eu dès l’origine un non-dit sur l’Europe à faire, ce qui a naturellement encouragé méfiance et rancœurs chez ceux qui étaient prompts à voir dans la construction européenne le fruit de tous les complots. Cette défiance est alors à replacer dans le temps long et dans le bain des cultures nationales, et elle dérive sur des discours spécifiques contre l’Europe, comme il existe, dans l’autre sens, des discours spécifiques en faveur de celle-ci. Bernard Bruneteau a en tout cas raison de tordre le cou, dès le début de son ouvrage, à la trop consensuelle thèse du «consensus permissif» européen qui aurait accompagné l’Europe jusqu’à la crise des années 1990.

Pour illustrer l’ancienneté de ce discours d’opposition, il consacre la première partie de son travail à son expression dans la première moitié du XX^e siècle. Le rejet est multiple, même si l’Europe n’existe pas encore comme phénomène politique: il est idéologique de la part de l’Internationale socialiste, qui met en avant la lutte des classes contre des États-Unis d’Europe supposés permettre la fraternisation des oppresseurs. La doctrine antieuropéenne est ici fixée pour longtemps par l’anathème léniniste, faisant de l’Europe un projet réactionnaire, anathème repris par Staline qui observe l’antibolchevisme des premières réflexions européistes. Ce rejet se fait on-

tologique avec les discours, de plus en plus bruyants dans l'entre-deux-guerres, qui se réfèrent à la Nation et la Race, discours forgés dans l'anti-occidentalisme, aussi bien chez Hitler que chez Mussolini, qui voient dans l'europhisme un avatar du discours tant détesté des Lumières. Enfin, le mondialisme soulève un troisième rejet, entre le cosmopolitisme messianique d'un Wells, l'internationalisme pacifiste genevois, l'idéal de la paix par le commerce ou l'idéalisation d'espaces autre que l'Occident: dans toutes ces motivations, on retrouve la défiance pour une Europe égoïste et belliciste, ou le thème, repris par ailleurs, du Vieux Continent en déclin.

Après ce rappel des origines historiques des préventions face à l'idée européenne, dont on s'est aperçu de l'hétérogénéité fondamentale de leurs motivations, une deuxième partie évoque les résistances à la construction européenne elle-même, en démontrant que celles-ci commencent dès le départ. L'auteur observe le poids des cultures politiques nationales dans l'expression d'un sentiment de défiance, dont le principal fédérateur est bien sûr le thème de «l'exception nationale», exploité dès l'époque de l'opposition à la CED. Avec la CEE, un autre thème se fait entendre où l'on met en avant la défense du social face à une Europe libérale dans son inspiration et dirigiste dans ses principes. Celle-ci mène forcément vers un futur niveleur contre lequel il s'agit de défendre les principes nationaux, accolés à un âge d'or réinventé, celui de 1789 ou du CNR pour la France par exemple. Cette mémoire s'est transfusée dans tous les discours d'opposition quels qu'ils soient, autorisant des positionnements transpartisans dans la mesure où l'anti-europhisme est de droite comme de gauche. Même constat au Royaume-Uni, où ce dernier s'avère être dans le même temps une défense de la Britishness, une lutte pour un modèle social spécifique et pour les «droits» du Parlement, contre l'influence continentale et en particulier germanique, le tout baignant dans une mystique de l'insularité. Un équivalent peut enfin être trouvé dans les pays nordiques, avec un discours qui là encore expose des valeurs nationales incompatibles avec l'Europe, celles de «petits» pays qui ne veulent pas être «noyés» dans l'europhisme informe, et qui ont des caractéristiques sociales et démocratiques qu'une construction d'ensemble menacerait forcément. Bref, là encore un discours défensif, nourri par la mobilisation d'un scandinavisme idéalisé.

Dans cette même seconde partie, l'auteur observe les groupes d'intérêt face à l'Europe, ceux des partis, des syndicats ou des différents corporatismes. D'emblée, Bruneteau remarque que, contrairement à la croyance bien établie, il y a eu dès le départ des patrons contre les Communautés européennes, certains par inclination politique, d'autres par préjugé libéral ou protectionniste. Le dirigisme de la CECA a ainsi été dénoncé très tôt, à une époque où ces patrons auraient préféré un système classique d'ententes. Mêmes réticences à l'encontre de la PAC, cette fois-ci de la part de groupes minoritaires à l'intérieur de la FNSEA, qui souhaitent défendre les «petits» (encore!) contre les «gros» et, thème plein d'avenir, les technocrates. Ce discours est alimenté par les difficultés qui s'accumulent à partir des années 1970 contre la croissance, jusqu'ici pivot de l'Europe. Les milieux syndicaux sont eux aussi inquiets dès les premiers développements de l'Europe, mais l'expression du monde ouvrier européen est restée handicapée par ses divisions propres, sans compter le fait qu'il n'y a pas d'espace public européen pour lui donner de la force. Concernant les partis,

l'Europe peut être une ressource stratégique à usage interne pour affirmer une identité partisane ou s'opposer à un gouvernement: ce fût le cas du SPD jusqu'à ce que la CEE y devienne un fait consensuel avec le Programme de Bad Godesberg, ou du RPR avec l'Appel de Cochin visant d'abord l'UDF rivale, RPR qui s'européanise ensuite mais crée en son sein des dissensions annonçant le souverainisme. L'Europe peut aussi servir un discours radical d'opposition, celui du PS qui a rompu avec la SFIO et entame l'union de la gauche, faisant de la nation le lieu de réalisation du socialisme, thème repris par certains courants lorsque le PS s'européanise à son tour, aboutissant notamment à la formation du MDC de Jean-Pierre Chevènement. L'évolution est comparable au Parti travailliste, mais toujours en rapport étroit avec le positionnement du Parti conservateur suivant qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition. Le Parti communiste tient enfin une place à part, lui qui a l'anti-européisme dans son ADN, sans compter les diktats de Moscou qui l'ont constamment avivé. On observe avec le temps une évolution vers une forme de «national-communisme» propre au PCF plus qu'à d'autres formations communistes occidentales.

La troisième partie rend compte de la remise en cause de l'UE dans les 25 dernières années à partir des thématiques de l'euro, de Maastricht, des élargissements ou de la montée en puissance de l'Allemagne. L'euro-scepticisme légitime alors sa place dans l'espace public avec les débats sur la globalisation, à travers notamment le thème de l'identité nationale, dimension culturelle qui remet en question l'impuissance ou la complicité de l'UE avec les forces «mondialistes». L'inquiétude porte cette fois-ci sur la place de l'État-nation, dans une configuration où les pouvoirs sont dispersés et concurrents, ou sur la place de l'Allemagne au centre de la nouvelle Europe, très performante et qui en a fini avec la «diplomatie de la retenue». Contre ces menaces, une idéalisation de l'Europe intergouvernementale est portée par une nébuleuse «républicaine-nationale» qui va du FN à l'extrême-gauche, nébuleuse qui cependant, et pour cause, n'arrive pas à se structurer. C'est plus le cas au Royaume-Uni avec la fondation de UKIP en 1993 contre l'européisme blairiste et la résignation conservatrice à base économiste (le seul libre-échange), populaire (contre le déficit démocratique européen) et nationaliste (l'insularité), ou même en Allemagne, où l'identité d'après-guerre s'était reconstruite autour d'un «anti-sonderweg» originel, et où l'on voit le développement d'un souverainisme propre autour du thème spécifique de l'euro (Alternative für Deutschland, 2013), et de plus en plus de l'immigration.

À travers tous ces exemples, l'auteur définit trois modèles explicatifs de l'euro-scepticisme: utilitariste (plus de coûts que de bénéfices pour le pays, motif avivé par la crise), politique (l'UE cristalliserait un rejet de la politique qui passe par celui des élites, forcément européennes, dans un cadre qui souffre d'un manque de lisibilité), identitaire (c'est le retour de l'«éloge des frontières» après la foi dans leur disparition). Bernard Bruneteau parle d'un «printemps européen des populismes identitaires» qui se vérifie par les résultats des partis qui font appel au peuple national et souverain et lui réinventent un passé idéalisé. Trois espaces sont étudiés: d'abord la France, avec un discours d'essence nationale (FN) et un autre d'essence sociale (gauche), opposant une Europe charnelle, celle des peuples, et une Europe désincarnée, celle de Bruxelles. Dans cette configuration, le combat est plus périlleux pour la gauche, en perte de

repères avec la fin du communisme et à la recherche d'une radicalité qui passe par la nation; ensuite l'Europe du Nord où les partis populistes ont fait d'énormes progrès, pourtant dans des pays prospères, avec un anti-européisme plus centré sur la défense des modèles sociaux et sur la dénonciation du multiculturalisme; enfin, l'Europe centre-orientale, où le nationalisme renaît principalement contre le bouc émissaire européen, surtout parmi ceux qui s'estiment les «perdants» de la transition, avec le thème de l'ethnicité qui y est plus explosif qu'ailleurs, et un activisme mémoriel très revendicatif.

L'auteur termine son travail par l'étude du procès intenté contre l'UE par les intellectuels, avec les thèmes du postnational à travers la critique de la figure de Jean Monnet (pourtant dans un système de moins en moins «monétien», mais la contextualisation n'intéresse pas ces critiques) et celle du retour vers l'Empire, qui nie les nations et la souveraineté nationale, surtout au profit de l'Allemagne. Ce positionnement est renforcé par l'idée que la démocratie ne s'accomplit que dans une forme nationale et que l'UE vide les pouvoirs du citoyen en augmentant les droits de l'individu. D'où la seconde critique, celle de la post-démocratie, reprochant à l'Europe son appétence pour la technique et le droit, la prééminence des oligarchies ou la centralité des lobbyings. Le processus de dépolitisation qui serait à l'œuvre au sein de l'UE est ici dénoncé, qui passe par le culte pour la société civile et la déqualification du suffrage universel: c'est le Peuple qui est ignoré par le «parti de Wall Street» et le libéralisme rampant qui méprisent «ceux d'en-bas».

Bernard Bruneteau conclut son livre en démontrant que les oppositions à l'Europe restent ancrées dans des réalités nationales bien spécifiques, ce qui rend difficile tout front commun entre elles. Une source est pourtant commune, et elle a un fondement réactionnaire, entre haine et sentiment d'impuissance.

Ouvrage stimulant, qui s'inscrit dans le sillage d'European Studies plus réalistes, ayant définitivement tourné le dos à l'angélisme des origines et au parti-pris institutionnel qui délaisse l'étude de sociétés humaines condamnées à suivre l'Europe en marche... comme si celle-ci pouvait se faire sans elles! Ce qui intéresse ici n'est pas une énième discussion sur le sexe des anges, en l'occurrence sur la qualité plus ou moins fédéraliste de l'Europe à venir, mais une exposition de la façon dont celle-ci est représentée au-delà des institutions de Bruxelles, utile leçon de modestie pour idéalistes trop pressés...

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université Toulouse 2-Jean Jaurès

Michael GEHLER, Marcus GONSCHOR, Hinnerk MEYER, Hannes SCHÖNNER (Hrsg.), *Transnationale Parteienkooperation der europäischen Christdemokraten und Konservativen. Dokumente 1965-1979*, 2 Teilbände, De Gruyter/Oldenbourg, Berlin/Boston, 2018, 1721 S. – ISBN 978-3-11-031251-5 – 289,00 €.

Die beiden Bände schließen an die von Michael Gehler und Wolfram Kaiser verantwortete Edition zur transnationalen Parteienkooperation der europäischen Christdemokraten von 1945 bis 1965 aus dem Jahr 2004 an. Gehler und sein Team haben für die neue Edition auch die konservativen Parteien berücksichtigt. Dies ist eine durchaus sinnvolle Entscheidung, selbst wenn manche christdemokratischen Parteien Vorbehalte gegen eine „zu enge“ Zusammenarbeit hegten, weil ihnen insbesondere die „christliche Inspiration“ und „Tradition“ der konservativen Schwesterparteien aus Großbritannien und Skandinavien zu schwach und die Betonung der „Privatinitiative“ zu stark ausgeprägt erschienen, wie es in einem Vermerk für den CDU-Bundestagspräsidenten Kai-Uwe von Hassel vom 8. Februar 1972 hieß (S. 556 f.) Warum diese Zusammenarbeit aus Sicht von Hassels von so „hoher Wichtigkeit“ war, erklärte er dem Parteivorsitzenden und dem Fraktionsvorsitzenden des französischen Centre Démocrate, Jean Lecanuet und Roger Poudonson, bei einem Treffen 14 Tage später: nämlich „schon allein“ deswegen, um „ein Gegengewicht gegen die so engen Verbindungen der sozialistischen Parteien untereinander bilden zu können“ (S. 558).

Die Edition umfasst 372 Dokumente in deutscher, englischer, französischer und italienischer Sprache – Protokolle, Briefe, Memoranden, Vermerke, Reden und einige wenige bereits gedruckte Quellen – zu den transnationalen Beziehungen der christlich-demokratischen und konservativen Parteienformationen, also zur 1965 gegründeten Europäischen Union Christlicher Demokraten (EUCD), zur Europäischen Volkspartei (EVP) und zur European Democratic Union (EDU), gegründet 1976 bzw. 1978. Ausgewählt wurden vorrangig solche Quellen, die „bisher der Forschung unbekannt waren und noch nicht für wissenschaftliche Zwecke genutzt worden sind“, so die Herausgeber im editorischen Vorwort (S.V). Sie stammen aus den einschlägigen Parteiarchiven in Belgien, Deutschland, Italien und Österreich; britische und französische Archive fehlen. Jedem Dokument wurde eine kurze Zusammenfassung in der jeweiligen Sprache vorangestellt; Anmerkungen enthalten erklärende Angaben zu den erwähnten Personen und Organisationen. Eine Zeitleiste und ein Personenregister erleichtern die Arbeit mit den Dokumenten ungemein. Eine sehr hilfreiche 64seitige Einleitung der Herausgeber Gehler, Gonschor und Meyer zeichnet die organisatorische Entwicklung der Parteienverbände nach, stellt wichtige Akteure vor und rekapituliert zeitgeschichtliche Kontexte und Probleme. Man kann diese Edition nur als vorbildlich bezeichnen.

Die Dokumente decken den Zeitraum von der Umwandlung der Nouvelles Équipes Internationales (NEI), dem ersten Zusammenschluss europäischer Christdemokraten, in die EUCD im Jahr 1965 bis zu den ersten Direktwahlen zum Europäischen Parlament im Jahr 1979 ab. Im Mittelpunkt steht erwartungsgemäß der Beitrag der

drei transnationalen Organisationen zur europäischen Integration – eine „sehr wichtige, wenngleich keineswegs die einzige Funktion dieser Parteienkooperationsformen“, wie die Herausgeber im Vorwort unterstreichen (S. VI). Es sei „beeindruckend, ja faszinierend zu sehen, wie Europas Christdemokraten sich als Antreiber, Impulsgeber und Stimulatoren für eine Intensivierung der europäischen Integration engagierten“ (Einleitung, S. 24), etwa für die „Errichtung der Wirtschafts- und Währungsunion“ als Vorstufe zur „Schaffung der Politischen Union“, wie eine Pressemitteilung der christdemokratischen Fraktion im Europäischen Parlament vom November 1971 festhielt (S. 547). Daneben spiegeln die Dokumente immer wieder Diskussionen über weltpolitische Themen wider, allen voran Aspekte des Ost-West-Konflikts. So wurde beispielsweise die „neue Ostpolitik“ der Bundesregierung unter Kanzler Willy Brandt von Franz Josef Strauß von der Christlich-Sozialen Union als „Annäherung an die Sowjetunion“ gedeutet (S. 385) und äußerst skeptisch beurteilt. Als „einigendes Band“ der christlich-konservativen Parteien musste jedenfalls häufig der Antikommunismus herhalten, der „in Zeiten des Kalten Krieges“ eine „erhebliche Rolle“ sowohl bei der „inneren Kommunikation“ als auch bei der „äußeren Legitimation“ der Parteien spielte (Einleitung, S. 51).

Die Edition stellt eine wahre Fundgrube dar, die Fülle der Themen ist wirklich beeindruckend. Die Arbeit der Editorengruppe verdient höchstes Lob. Wenn man die Dokumente liest, beschleicht einen allerdings eine gewisse Wehmut: von dem europapolitischen Optimismus und Engagement dieser Jahre ist heute bedauerlicherweise nicht mehr allzu viel übrig geblieben.

Dr. Werner Bührer
München

Laurent WARLOUZET, *Governing Europe in a Globalizing World. Neoliberalism and its Alternatives Following the 1973 Oil Crisis*, Routledge, Abingdon and New York, 2018, 274 p. – ISBN 978-1-138-72942-1 – £ 105,00

The crisis-ridden 1970s were difficult years for the European Communities (EC) and its member countries. The end of the currency system of Bretton Woods, the oil crises of 1973 and 1978/79 or the disputes concerning the role of the new member, Great Britain, all threw up great challenges for the respective governments of that time. Laurent Warlouzet, Professor of History at the Université du Littoral-Côte d’Opal, makes this period his starting point and enquires how the EC and its member states reacted to these challenges.

To answer this question, Warlouzet worked his way through numerous state archives in France, the Federal Republic of Germany and Great Britain. In addition, he made use of archival material from the EC and international organisations like the International Labour Organization (ILO). Papers from non-state actors like the European Trade Union Confederation (ETUC) were also consulted. Warlouzet, therefore, has at his disposal a solid foundation on which he can build his arguments.

In the introductory chapter, Warlouzet distinguishes between three varying reactions to the economic challenges: he identifies a “socially oriented policy” which intended to eradicate inequality. The second type is seen by him to be “neo-mercantilism”; the aim here is to bolster national industry and to increase its exports. He categorises the third type as market-oriented policy, aimed at removing obstacles from the market and striving for a fiscal policy of austerity. Warlouzet judges neo-liberalism as an extreme version of market-oriented policy, which calls for the state to have an ever-decreasing role to play.

Referring to various fields of economic policy, Warlouzet then moves on to show how the European countries and the EC reacted to the crises of the seventies and the “shock of the global” which went with it. He tries to classify the reactions with the help of the three types of economic policy described before. Firstly, his focus is on “socially oriented policy”. He examines this on the basis of the EC discussions about worker representation in companies or the shortening of the working hours. Both initiatives petered out as trade unions were not strong enough to compete with industrial lobbying on European level; in addition to this, national politicians were discordant and the European Commission itself was internally divided. National governments were also sceptical as they believed that good deeds in social policy would be attributed to the EC, thus embellishing the Community’s reputation, and not their own. The attempt to keep a stronger check on multinational companies in Europe was equally unsuccessful. The EC was just a player among many other organisations such as the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) and the ILO that were both active in this field. However, these international organisations were only able to develop non-binding codes of conduct. On the whole, the “socially oriented policy” was therefore rather unsuccessful.

In the following part, the author devotes himself to the subject of “neo-mercantilism” which aimed to maintain national and European industries in the face of crisis. Firstly, he deals with “neo-mercantilism” in the trade policy, clearly reflecting the strong role played by the EC in this field. Preferential agreements with former colonies, trade conflicts with the USA and Japan and a series of reductions in customs duty in GATT were all played out on the EC level. Besides trade policy, industrial policy became increasingly important as governments attempted to slow down the decline of traditional sectors of industry such as steel production and ship building. In this context, Warlouzet points out the contrasting approaches taken by different countries. France’s direct subsidies for French companies were in stark contrast to Germany’s more indirect methods of supporting structural funding on a regional level. Open subsidies were hardly an option for the German government due to Germany’s liberal economic policy. As a consequence, it was difficult to push through protectionist measures for individual branches of industry in Europe, despite the great efforts made by Industry Commissioner Étienne Davignon (1977–1985). In the context of neo-mercantilism, Warlouzet also classifies the attempts made at creating large, international, competitive companies in the high-tech sector. However, the national governments preferred to realise projects such as Airbus by working together

with other interested countries, thus keeping the EC out of the arrangements in order to maintain autonomy.

In the following chapters, Warlouzet then describes how market-oriented measures became more popular since the end of the 1970s. The author regards the European competition policy at that time as a spearhead in this regard. Both EC Commissioners of this period, Frans Andriessen (1981–1985) and Peter Sutherland (1985–1989) targeted the policy of subsidiaries pursued by the member states and encouraged the governments to introduce market-oriented measures. With the French change to a stability-oriented monetary policy in 1983, Warlouzet notes a further enforcement of this market-oriented approach.

All three economic-political trends flowed into the relance of European integration in 1985/86. With the Single European Act (SEA), master-minded by the ambitious new President of the Commission, Jacques Delors, a new package, consisting of free-market, social and neo-mercantilist measures was put together which, combined with institutional reforms, gave European integration a new boost.

Warlouzet's study is impressive due to his consistent analysis of the economic reforms. It illustrates that the rise of neo-liberalism in Western Europe was not without alternatives but was rather a consequence of the failure of other ways of finding a solution. In this context, neo-liberal reforms were not fully implemented and were always accompanied by social and neo-mercantilist measures. Additionally, Warlouzet makes it clear that the Western European countries saw the choice for an activation of the EC as one political option among many others. This included unilateral action, bi-lateral cooperation or the possibility of working with alternative international forums such as GATT or the OECD. The EC was chosen as a level of action when it offered the most useful way of finding solutions. This was increasingly the case since the end of the 1970s as its small and coherent membership offered a real advantage compared to other international organisations which had more heterogeneous membership structures. In addition, the combination of ambitious commissioners and the highly respected Jacques Delors as President of the Commission meant that the EC with the SEA and the project of a single European market obtained new impetus in the middle of the 1980s. Warlouzet's study, with his systemising approach, makes an enormous contribution to our understanding of this period of European integration.

Henning Türk

Zentrum für Zeithistorische Forschung, Potsdam

Sylvain KAHN, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, PUF, Quadrige, 2018, 342 p. – ISBN 978-2-13-079961-0 – 19,00 €

L'ouvrage de Sylvain Kahn, enseignant et chercheur à Sciences-po Paris, se veut un manuel commode et accessible, actualisant l'édition précédente datant de 2011. De fait, tout au long de 312 pages de textes denses, se déploie une histoire de la con-

struction européenne très claire, bien rythmée, et assez classique. L'accent est mis sur l'ensemble CEE/UE et sur le couple franco-allemand. Les autres formes d'organisation européennes sont évoquées essentiellement lors de leur création. Les principaux épisodes sont décrits avec soin, et agrémentés de perspectives plus originales et non moins stimulantes, par exemple sur le mythe du partage de l'Europe à Yalta, sur l'ampleur financière des transferts financiers de la politique régionale (plus de 500 euros par an et par Espagnols ou Irlandais sur plusieurs décennies), ou encore sur l'importance de l'enjeu migratoire pour la RFA de 1989. Dès cette date, l'Allemagne doit absorber 720,000 nouveaux Allemands des démocraties populaires et de l'URSS revenus au nom du «Recht auf Heimat». S'y ajoutent les migrations internes entre ancienne RDA et RFA. La guerre froide est directement reliée au projet européen, à travers ses débuts (le Plan Marshall et la reconstruction de l'Europe) et sa fin, ce qui est bien connu, mais aussi par la conférence d'Helsinki et le rôle de la dissidence. Doté d'un plan chronologique, l'ouvrage consacre son dernier quart à la période ouverte depuis Maastricht, justifiant ainsi son ambition de couvrir l'histoire jusqu'au temps présent. Le vote pour le Brexit de 2016 comme l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 sont intégrés à cette édition. Enfin, on relève l'intérêt des tableaux finaux qui illustrent la stabilité de la part de l'ensemble CEE/UE dans la population et dans la production de richesse mondiale à la faveur des élargissements successifs. Le Brexit combiné au déclin démographique européen changera sans doute la donne.

Si l'on considère l'ouvrage comme un manuel, on peut regretter la forte densité du texte. Malgré l'élégance de la langue, la narration aurait peut-être gagné à être allégée par des tableaux intermédiaires ou des illustrations, mais la collection «Quadrige» semble ériger l'austérité en vertu. Heureusement, l'analyse et le commentaire sont fréquemment interrompus par des biographies et surtout des citations tant de discours importants que d'historiens novateurs, d'Alan Milward à Hartmut Kaelble. Le choix de débiter la démonstration en 1945 est discutable, même s'il doit être nuancé par les références aux grands inspirateurs de l'idée européenne dont l'auteur ponctue son texte, Aristide Briand, Paul Valéry et surtout Emmanuel Kant. Sylvain Kahn justifie ce choix par la rupture induite par les destructions inédites de la Deuxième Guerre mondiale, objet d'un long chapitre introductif, et qui oblige certains Européens à faire évoluer leur conception de la souveraineté nationale.

Surtout, et c'est en cela que l'ouvrage est bien plus qu'un manuel, l'auteur conçoit son ouvrage comme une réflexion sur la nature de la construction européenne, de ses origines jusqu'aux crises les plus contemporaines. L'introduction commence par constater que l'histoire de la construction ne suscite pas d'émotions fortes car elle n'est «ni épique, ni mystérieuse» mais il ne s'en apitoie pas. Au contraire, souligne-t-il: «Que l'histoire de la construction européenne ne fasse pas rêver, voilà qui signale sa radicale nouveauté dans l'histoire des Européens». Comme l'Union a mis au cœur de sa dynamique la paix par le droit, le compromis et le consensus, les conflits et toutes les formes de combats héroïques s'en trouvent largement gommés. À la fois historien et géographe, Sylvain Kahn définit avant tout la construction européenne comme «une mutualisation territoriale». Il poursuit: «le projet européen organise la mobilité, la fluidité et le changement de statut des frontières. L'Europe est une con-

struction géographique: l'UE construit de toute pièces un nouveau territoire, un territoire qui n'existait pas, un territoire radicalement nouveau» (p.298). Cette définition lui donne l'occasion de longs développements sur les contrastes territoriaux, Nord-Sud et Ouest-Est, et surtout sur le nouveau clivage dominant opposant les partisans de l'ouverture et ceux de la fermeture. Au-delà d'un combat entre pro- et anti-européen, c'est plutôt un débat sur l'avenir de l'Europe qui se profile selon lui. Plus qu'un manuel, l'ouvrage constitue donc en partie un essai convaincant sur les enjeux actuels de la construction européenne, considérés à la lumière de l'histoire.

Laurent Warlouzet
Université du littoral Côte d'Opale

Emmanuel COMTE, *The History of the European Migration Regime: Germany's Strategic Hegemony*, Routledge, London, 2018, 234 p. – ISBN 978-1-138-06052-4 – £ 83,48

When he chose his topic of research, Emmanuel Comte could probably not foresee that it would gain such political prominence. The French historian, who has taught and worked since his doctorate at Berkeley, the EUI in Florence and most recently at the Diplomatic Academy in Vienna, shows what intensive and protracted political efforts it took to establish a European Union without internal borders. His main thesis is that the free movement of people among most member states of the EU was connected with the closure for external migrants. The decisive steps for the internal opening and the external closure were taken in 1986, when the Schengen Treaty was concluded as a result of the Single European Act. However, Comte starts his thesis far earlier, he goes back as early as 1947. He then keeps a chronological structure which divides the book into five chapters reaching up to 1992.

Comte puts the European migration regime in a wide context. One can learn from his book as much about social policies in various EU countries, the economic pre-conditions, the stance of major national governments and the role of the European Commission. A second major thesis of the book is that the Commission played only a minor role in the harmonization of European migration politics. Most decisions were taken in intra-governmental discussions and meetings. Since the economic interest of France and Germany often diverged, it was not easy to reach compromises between these two and the other member countries. A third major thesis is that migration policies were mostly decided by the countries receiving migrants, not by those from which the migrants left.

Germany was a major receiving country due to its postwar economic boom. France was much more hesitant to take in large numbers of migrants because of its different economic structure. Nevertheless, France always intended to integrate the incoming migrants to French society in order to raise its population, especially in the thinly settled center and south of the country. By contrast, Germany was keen to limit the stay of labor migrants, who were labelled and treated as guest workers. Due to these

different priorities on permanent vs. temporary migration and its huge trade surplus, the Federal Republic was pushing already in the 1960s for a transfer of social benefits to the countries of origin in order to keep the families of the guest workers there. By contrast France tried to avoid transfer payments and growing remittances. The stronger state of the West German economy also had the effect that it could attract relatively highly qualified labor migrants.

In most cases these conflicts of interest could be solved by reaching the lowest common denominator. According to the author, this led to the increasing closure to migrants from outside of the EC in the 1970s. According to standard works of social history like Hartmut Kaeble's and Bela Tomka's syntheses and many other publications, the main reason for the closure were the first oil crisis and the subsequent recession. Without being very explicit about this, Comte corrects this conventional wisdom and convincingly puts the focus on the dynamics of the increasingly Europeanized migration politics.

Reaching a minimum common denominator also had the consequence that the EC and its individual member states hardly reacted to the quickly deteriorating labor market position of former labor migrants in the 1980s. Although they were especially badly hit by the recession after the second oil crisis and the beginning of outsourcing of jobs, neither the EC nor the member states invested in improving the qualifications of unemployed labor migrants. Instead the member states tried to keep out more migrants, and Brussels even broke previous undertakings on the free movement of labor with Turkey. The main proponent of this tough line was the Federal Republic which already had tried to curb the postcolonial migration to Western Europe in the two preceding decades. Whether this can be boiled down to a "German hegemony", as indicated in the title, is another question. Comte's findings about the power brokering in Brussels implicitly contradicts his contention that one player can impose his will on all the other member states. Another objection might be raised against the presentation of these players. The nation states are dealt with in too a holistic manner. Comte informs the reader how "Germany" or "France" acted in this or that way (Italy plays a less important role in his book, the same is true for smaller member states such as the Netherlands), but pays less attention to the internal splits in these countries. To be fair, he sometimes introduces resistance by trade unions and other actors against migration, but there are few attempts to analyze the internal opposition.

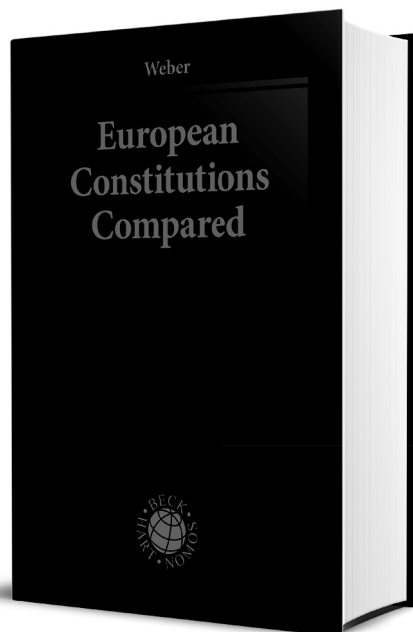
One can learn, however, how migration politics backfired and had unintended effects. In the 1980s more migrants, especially Turks, stayed in the EC countries in spite of the rapidly deteriorating situation. One of the reasons was that the transfer of social benefits to countries outside of the EU was curbed. Hence it was more attractive to stay with the family in Germany, the Netherlands and elsewhere. The last chapter explains how the economic crisis in the first half of the 1980s triggered an impulse for a closer integration. The mobility between EC countries was greatly facilitated, although that was only true for highly skilled and educated people (e.g. in the Erasmus program for student exchanges), not for the unemployed and low skilled. This elitist stance helped to avoid the export of social problems, which has become a major

problem in the EU after the enlargement of 2004. Yet the lack of a common social and labor market policy made the EU more vulnerable to attacks from right wing populists who claim to represent the interest of the nationally defined working classes. Comte also puts a finger on the failure to develop a common asylum policy in the late 1980s. Instead it created, with Germany as a main actor, the Dublin system, which has failed in recent years and fueled anti-European sentiments especially in Italy.

Comte's book is based on an abundance of sources, mostly from the EU archive in Florence, and additionally from the OECD, and German and French national archives. The amount of source work was maybe an obstacle for further reflection upon the method, and how to complement a nation state centered approach. The publisher should have invested more in a language editor, who might also have observed that the Soviet Union and Russia are not the same country. In spite of these minor objections, Comte's book is ground-breaking in a very relevant field of European integration, and most recently, disintegration. The attacks of the right wing nationalists who have entered several European governments since the crisis of 2008/09, threaten a system which has taken many decades to build up. Comte's book informs the reader what could be lost.

Philipp Ther
University of Vienna

A Comparison of National Constitutional Principles and Institutions in Europe



European Constitutions Compared

Edited by von Prof. em. Dr. Albrecht Weber

2019, approx. 300 pp., hc., approx. 200,- €

ISBN 978-3-8487-5235-5

eISBN 978-3-8452-9415-5

Published approx. February 2019

nomos-shop.de/39642

This comparative study is intended to be a comparison of national constitutional principles and institutions as well as the constitutional principles and organisation of state powers in Europe, not limited to the European Union. Although the institutional setting is rather different, the common principles and values of the European Union cannot be denied and they extend even beyond its members: The author still maintains his basic assumption that the comparative view cannot exclude the reciprocal influence of national and European constitution building for the past and the future.



To order please visit www.nomos-shop.de,
send a fax to (+49)7221/2104-43 or contact your local bookstore.
All costs and risks of return are payable by the addressee.



Nomos